

L'inacceptable déshumanisation de la personne en situation irrégulière

Le contenu, les termes et les objectifs du plan de lutte contre l'immigration irrégulière, annoncé le 11 mai dernier, ne sont pas tenables si l'on veut être sérieux avec la dignité de la personne en situation administrative irrégulière en France. Les termes et les objectifs de la récente annonce d'une politique sélective d'immigration, ne sont pas tenables non plus si l'on veut être responsable vis-à-vis des situations gravissimes des pays dits émergents qui s'enfoncent dans l'instabilité et la misère. En effet, derrière les chiffres nous voyons des visages concrets ; derrière des vocables globalisants – clandestins, irréguliers, sans-papiers – nous et tant de militants connaissons des situations et des détresses indicibles.

Par ailleurs nous nous refusons à considérer ces plans comme des plans de plus, voués à l'échec comme bien d'autres par le passé ! Si les effets d'annonce sont recherchés pour des motifs qu'il ne nous revient pas de juger, nous nous élevons contre leurs conséquences graves et inacceptables ; de nombreux démunis en font déjà les frais.

Sans répondre à la situation actuelle de notre pays ni à celle des milliers de personnes en situation irrégulière, ce plan persiste à aggraver la déshumanisation dont nous finirons par souffrir ensemble. **Cette logique n'est pas la nôtre**, n'est pas celle de la Bonne Nouvelle de l'Évangile : espérance pour l'humanité qui crie fraternité pour les blessés ; espérance pour une société qui n'a de chances d'être humaine qu'en faisant venir à la lumière du jour ceux que les amalgames font se terrer dans les caves et les squats.

Nous considérons inacceptable :

- Que des milliers d'hommes et de femmes et leurs familles soient maintenus dans l'irrégularité en attendant de recevoir la régularisation - sorte de prime à l'endurance - au terme de 10, 15 ans. Imagine-t-on la souffrance, la peur, les privations de ces personnes, certaines n'étant ni régularisables ni expulsables, d'autres, proches des critères de régularisation réglementés, étant simplement bloquées par des exigences de preuves incompatibles avec la précarité de leurs situations ? Sait-on qu'au terme de tant d'années, indésirables ici, elles deviennent étrangères pour leur propre pays ? Peut-on soupçonner les dégâts provoqués sur leur vie familiale, sur la vie des enfants ?
- **Inacceptable** que notre société admette, dans l'indifférence, que des sans-papiers, des demandeurs d'asile, déboutés de manière souvent expéditive, risquent leur vie pendant des dizaines de jours de grève de la faim, avant d'être entendus !
- **Inacceptable** que ces mesures de repli puissent être jugées comme une réponse politique aux problèmes de la fracture sociale et que ces personnes soient encore stigmatisées comme responsables de l'échec de notre vivre-ensemble ; qu'elles soient prises comme des boucs émissaires de tous nos maux y compris du chômage !
- **Inacceptable** que des fils et filles de migrants, comme le constatent des enseignants et des parents d'élèves - en maternelle, primaire, collège et lycée - soient surveillés et risquent d'être utilisés pour l'arrestation et la reconduite aux frontières de leurs parents !
- **Inacceptable** qu'une part importante de l'économie se développe sur le dos des personnes en situation irrégulière obligées, pour survivre, de s'adonner au travail clandestin et souvent dans les pires conditions, dans une sorte de délocalisation organisée sur place des bas salaires et des bas coûts de production !
- **Inacceptable** que malgré les propositions d'un renforcement de l'aide au retour de ces personnes, on occulte la responsabilité des pays riches dans le développement des causes et des facteurs qui tendent à éliminer les plus pauvres et poussent des millions de personnes à s'exiler et à rechercher dans nos pays ce qu'elles ne trouvent pas chez-elles : la paix et la vie ! Ne sommes-nous pas en train de laisser grandir, dans l'indifférence, cette déshumanisation source de peurs, de violence et de déséquilibre international ?

Cette logique n'est pas la nôtre. Nous considérons ces situations inacceptables parce que "lorsque l'étranger en danger frappe à nos portes", l'Église est elle aussi concernée. Si devant ce qui défigure l'homme, la responsabilité des citoyens est engagée, l'égalité de dignité de tous les enfants de Dieu nous interroge, à nous les chrétiens, sur notre foi, sur la qualité de la fraternité que nous portons au sein de notre société.

L'équipe du Service National de la Pastorale des Migrants